

FORMULAIRE DE DEMANDE DE REINSCRIPTION

En vertu de l'article 9.1 du Règlement Intérieur de l'Ordre du Barreau, veuillez remplir les informations ci-dessous.

INFORMATIONS PERSONNELLES

NOM

PRENOM

LISTE LISTE 1 LISTE 2 LISTE 3 LISTE 4

NATIONALITE BARREAU D'ORIGINE

TITRE PROFESSIONNEL D'ORIGINE

Y INSCRIT COMME AVOCAT EXERCANT NON EXERCANT

DATE D'ASSERMENTATION (au Barreau de Luxembourg)

COORDONNEES PERSONNELLES ACTUELLES :

N° Rue

Code postal Ville

GSM

Adresse mail

ADRESSE PROFESSIONNELLE

NOM DE L'ÉTUDE EXISTANTE REJOINTE :

.....

NOM DU NOUVEAU PATRON DE STAGE¹

.....

JE CONFIRME REJOINDRE L'ÉTUDE D'AVOCATS EN TANT QU'AVOCAT :

Salarié de l'étude Collaborateur indépendant de l'étude

Associé de l'association d'avocats² Associé de la société d'avocats³

¹ Pour les Avocats sollicitant une réinscription sur la liste II du Tableau de l'Ordre.

² Merci de joindre l'avenant ou le nouveau contrat d'association y faisant foi.

³ Merci de joindre l'extrait RCS ou le PV d'AGE de la société, ainsi que la nouvelle liste d'associés y faisant foi.

EN CAS DE CRÉATION D'UNE NOUVELLE ÉTUDE :

NOM DE L'ÉTUDE

Attention : le nom choisi pour l'étude ne doit pas comporter d'éléments pouvant apparenter l'étude à une Société (ex : Sàrl, LLP, S.A. ...), ni des termes pouvant induire en erreur le public sur la composition de l'étude (ex : mentionner « & Partners » alors que l'avocat est seul)

N° Rue

Code postal Ville

TEL +352

(Attention : le numéro de téléphone indiqué doit être luxembourgeois, différent de la ligne personnelle en cas d'installation de l'étude en votre domicile, et entièrement dédié à l'usage de votre activité d'avocat)

FAX +352

GSM

(Attention : le numéro de GSM luxembourgeois indiqué doit être différent de votre ligne personnelle et entièrement dédié à l'usage de votre activité d'avocat)

Adresse mail professionnelle attitrée

Adresse mail de l'étude

SITE WEB

ADRESSE POSTALE DE L'ÉTUDE (optionnelle)

B.P. CODE POSTAL

PIÈCES A JOINDRE

1. Un **certificat signé** de Maître, Avocat à la Cour inscrit depuis plus de 5 ans sur la liste I du Tableau de l'Ordre, en l'étude qui a accepté les fonctions de patron de stage (*pour les avocats sur liste II*) ;
2. Un extrait **original** du **casier judiciaire (datant de moins de 3 mois)** du **Luxembourg** (*pour les avocats demandant à se réinscrire sur liste I*) ;
3. Un extrait **original** du **casier judiciaire (datant de moins de 3 mois)** du **pays de résidence** (*pour les avocats demandant à se réinscrire sur liste II*) ;
4. Un extrait **original** du **casier judiciaire (datant de moins de 3 mois)** du **Luxembourg** ET du pays du **Barreau d'Origine** (*pour les avocats demandant à se réinscrire sur liste IV*) ;

5. Une **attestation d'inscription originale du Barreau d'origine datant de moins 3 mois** (*pour les avocats demandant à se réinscrire sur liste IV*) ;
6. Une **attestation originale** d'assurance responsabilité professionnelle du Barreau d'origine (*pour les avocats demandant à se réinscrire sur liste IV*) ;
7. L'**avenant** ou le nouveau **contrat d'association** vous mentionnant comme nouvel associé de l'association d'avocats (*le cas échéant*).
8. L'**extrait RCS** ou le **PV d'AGE de la société d'avocats** et la **nouvelle liste des associés de la société** vous mentionnant comme nouvel associé de la société d'avocats (*le cas échéant*).
9. **Attestation sur l'honneur signée par le(s) associé(s)**, affirmant que votre infrastructure est en conformité avec la [Circulaire n°1 2021-2022 relative à l'infrastructure matérielle et immatérielle des études](#), *si vous rejoignez une étude en tant qu'avocat indépendant, domicilié en l'étude rejointe OU si vous créez votre propre étude personnelle*.
10. Une **attestation de paiement** de la cotisation pour l'année judiciaire 2022/2023, payable au compte suivant (voir ci-après) d'un montant de :
 - a. **1.300€** pour une demande de réinscription à la **liste I** (< de 11 ans d'ancienneté) ;
 - b. **1.600€** pour une demande de réinscription à la **liste I** (> de 11 ans d'ancienneté ET/OU ancien avocat inscrit sur la liste IV⁴) ;
 - c. **750€** pour une demande de réinscription à la **liste II** ;
 - d. **1.600€** pour une demande de réinscription à la **liste IV** ;
 - e. **1.600€** pour une demande de réinscription à la **liste V** ;
 - f. **1.600€** pour une demande de réinscription à la **liste VI** ;

La cotisation, y inclus l'assurance professionnelle, pour l'année judiciaire **2022/2023**, du montant correspondant à la liste visée, est payable au compte suivant :

BENEFICIAIRE: BARREAU DE LUXEMBOURG
ADRESSE : Maison de l'Avocat, 2A Boulevard Joseph II L-1840 LUXEMBOURG
IBAN: LU48 0080 3332 3430 2001
CODE BIC/SWIFT : BLUXLULL
COMMUNICATION* (nom de l'avocat) (prénom de l'avocat) (liste ---)

***lors du versement il est impératif d'indiquer ces données**

Veuillez renvoyer le présent formulaire avec quittance du paiement à l'adresse suivante :

**Maison de l'Avocat,
à l'attention de Monsieur le Bâtonnier
2A Boulevard Joseph II, L – 1840 LUXEMBOURG**

Bien confraternellement,

.....
Signature

⁴ Suivant décision de l'Assemblée Générale du 4 juillet 2019

Inscription au Tableau de l'Ordre

L'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg (ci-après l'« **Ordre** »), en qualité de responsable de traitement, est amené à collecter et à traiter des données à caractère personnel ayant, notamment, pour finalité l'administration de l'ordre et notamment la tenue du tableau des avocats, les devoirs requis par l'assistance judiciaire, la taxation des honoraires et des frais des avocats, la rédaction des avis en matière de législation et de justice, et plus généralement l'examen de toutes les questions intéressant l'exercice de la profession et la défense des droits des avocats.

La collecte des données est limitée aux informations nécessaires à l'accomplissement de ces finalités. Les données obligatoires sont indiquées comme telles dans les formulaires de collecte. Ces données sont destinées à toutes les personnes habilitées de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg ainsi qu'au sein du Ministère de la Justice. Les données sont conservées pour une durée de 60 ans et seront enregistrées et sécurisées dans un fichier informatisé (cloud sécurisé) géré par POST Luxembourg sise à 20, rue de Reims à Luxembourg, Luxembourg.

La base légale du traitement constitue l'article 18 de la Loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat.

Annuaire des Avocats

Votre nom, prénom, adresse électronique professionnel et votre numéro de téléphone professionnel seront en outre, publiés sur notre site internet sous la rubrique "Annuaire des Avocats" (<https://www.barreau.lu/votre-avocat/annuaire-des-avocats>) dans l'intérêt public de permettre au public la vérification de l'inscription réelle de l'avocat concerné au Tableau de l'Ordre. Ces données sont conservées jusqu'à la fin de votre activité.

Vos Droits

Vous avez le droit d'obtenir de l'Ordre la confirmation que des données à caractère personnel vous concernant sont ou ne sont pas traitées et, lorsqu'elles le sont, l'accès aux dites données à caractère personnel ainsi que les informations suivantes :

- les catégories des données personnelles collectées et traitées ;
- les finalités de leur traitement ;
- les catégories des destinataires auxquels les données à caractère personnel ont été communiquées ou sont susceptibles d'être communiquées ;
- la durée de conservation des données à caractère personnel;
- des informations concernant vos droits à l'égard de vos données à caractère personnel.

Droit d'opposition

Vous pouvez vous opposer, pour des motifs légitimes, à tout traitement de vos données à caractère personnel. Ainsi, l'Ordre ne traitera plus vos données personnelles, à moins qu'il ne démontre qu'il existe des motifs légitimes et impérieux pour le traitement qui prévalent sur les intérêts et les droits et libertés de la personne concernée, ou pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice.

Droit de rectification

Vous disposez de la possibilité de demander à faire corriger vos données à caractère personnel si celles-ci se révèlent inexactes, incomplètes ou obsolètes.

Droit à l'oubli

En tant que titulaire de ce droit à l'oubli, vous pouvez demander l'effacement de ses données personnelles sur simple demande. Ce droit n'est toutefois pas absolu et peut par exemple se heurter à l'intérêt légitime du responsable du traitement – ou aux obligations légales dont ce dernier est soumis.

Droit à la limitation du traitement

Vous pouvez exiger de l'Ordre que soient, selon les cas, rectifiées, complétées, mises à jour, verrouillées ou effacées les données à caractère personnel la concernant, qui sont inexactes, incomplètes, équivoques, périmées, ou dont la collecte, l'utilisation, la communication ou la conservation est interdite.

Droit à la portabilité des données

Vous avez le droit de recevoir vos données à caractère personnel collectées ou traitées par l'Ordre dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine, et le droit de transmettre ces données à un autre responsable du traitement sans que l'Ordre auquel les données à caractère personnel ont été communiquées y fasse obstacle.

Qui contacter en cas de litige ou de question ?

Si vous avez des questions concernant la protection des données ou si vous souhaitez exercer vos droits, vous pouvez contacter l'Ordre en envoyant un mail à dpo@barreau.lu.

En cas de difficultés en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez aussi contacter la Commission nationale sur la protection des données sise à 1, avenue du Rock'n'Roll, L-4361, Esch-sur-Alzette.